

355 LE CHIFFRE

La Société européenne des satellites (SES), l'opérateur de satellites luxembourgeois, a annoncé cette semaine avoir renforcé sa position de premier distributeur mondial de vidéo par satellite. Ainsi, le nombre de foyers TV desservis a augmenté de plus de 4 millions pour dépasser les 355 millions en 2018.

SES distribue actuellement près de 2 800 chaînes de télévision en HD et plus de 40 chaînes de télévision commerciales en UHD. En Europe, la diffusion par satellite, en particulier la diffusion directe par satellite (DTH), reste la technologie principale, SES desservant 167 millions de foyers TV à travers le continent. La flotte de satellites SES fournit également du contenu vidéo à 72 millions de foyers en Amérique du Nord, principalement via les réseaux câblés américains. Sur les autres marchés, SES continue d'étendre sa couverture technique, qui totalise désormais 102,6 millions de foyers TV desservis par des positions vidéo clés dans la région Asie-Pacifique, en Amérique latine et en Afrique.



AU LUXEMBOURG

INFLATION

Calculé par le Stavec, le taux annuel d'inflation a progressé de 2,1 % en février à 2,2 % en mars. Cette hausse s'explique principalement, selon l'institut de la statistique, par un rebond des prix des produits pétroliers, qui ont augmenté de 2,4 % par rapport à février, alors que les prix hors produits pétroliers ont enregistré une modeste hausse de 0,05 %. C'est d'ailleurs le deuxième mois consécutif où le passage à la pompe revient plus cher pour les automobilistes.

Par ailleurs, les prix des produits alimentaires ont diminué de 0,7 % en comparaison mensuelle. Les plus fortes baisses ont été constatées sur les produits frais (-3,9 %) et les légumes frais (-6,7 %). La viande a également reculé, de 1,1 %, tandis que les prix du poisson et des fruits de mer ont augmenté de 0,2 %. Mais sur un an, les prix de l'alimentation ont augmenté de 1,2 %.

Du côté des services, les prix du transport de personnes dans le domaine aérien ont grimpé de 7,1 %, tandis que les prix des voyages à forfait ont fléchi de 0,8 % par rapport au mois dernier.

«Aucune sonnette d'alarme»

Le Premier ministre, Xavier Bettel, s'est réjoui du «dialogue constructif» tenu hier avec syndicats et patronat, dans le cadre de la réunion du semestre européen 2019.

La réunion du dialogue social annuel s'est déroulée hier à la Chambre de commerce, sous l'égide du Conseil économique et social (CES).

De notre journaliste
Claude Damiani

Rassemblés en réunion tripartite, membres du gouvernement et partenaires sociaux ont débattu dans un esprit relativement «diplomatique» du «Rapport 2019 pour le Luxembourg» de la Commission européenne. En effet, si les différentes prises de position n'ont, forcément, pas toujours été consensuelles, le dialogue s'est avéré nécessaire selon la volonté gouvernementale de prendre régulièrement part à un «dialogue constructif», dixit Xavier Bettel. Et

le chef du gouvernement a clairement insisté sur ce point bien précis.

➤ Pas une tripartite en l'absence de crise

«Cette réunion du dialogue social annuel, dans le cadre du semestre européen 2019, n'est pas à confondre avec une tripartite, car une tripartite est un instrument de crise. Or je constate, au terme des différentes prises de parole, qu'aucune sonnette d'alarme n'a été tirée par les partenaires sociaux, et j'en conclus qu'il n'y a pas de catastrophes à gérer», s'est félicité le Premier ministre, après deux heures de discussions.

Par extension, Xavier Bettel a encore tenu à souligner qu'il ne lui

combait pas de «donner raison à l'un ou l'autre camp» sur la base de leurs prises de position. «Mon rôle n'est pas de distribuer des points aux syndicats ou au patronat, mais ce qui m'importe est que les entreprises se portent bien et que le Grand-Duché reste compétitif», a-t-il martelé, avant de mettre en avant les maîtres mots que sont «la stabilité et la prévisibilité politiques».

Concrètement, les partenaires sociaux se sont attachés à rebondir sur l'analyse de la situation socioéconomique globale du Grand-Duché effectuée par la Commission européenne et commentée par les ministres des Finances et de l'Économie, Pierre Gramegna et Étienne Schneider. Si Bruxelles dégage, à chaque exercice de ce type, des «défis» et

édicte des «recommandations» – preuve que tout n'est pas parfait – les conclusions globales de l'exécutif européen sont largement positives.

➤ Des résultats «globalement bons»

Ainsi, le ministre de l'Économie a relevé différents points saillants dans le rapport de la Commission européenne: «Selon l'analyse de cette dernière, le Luxembourg obtient des résultats globalement bons pour la plupart des indicateurs. Le marché du travail enregistre d'excellents résultats. Quant aux indicateurs sociaux relatifs à l'inégalité, à la pauvreté et à l'exclusion, ils restent proches ou supérieurs à la moyenne de l'UE, même s'ils montrent certains signes de faiblesse. Par ailleurs, des pénuries de main-d'œuvre qualifiée sont apparues dans certains secteurs. Enfin, les perspectives des élèves dépendent fortement de leur statut socioéconomique.»

Dans sa synthèse finale, Xavier Bettel aura donc pris acte, non sans une certaine satisfaction, de ce tableau de bord social, en concédant toutefois que le pays restait confronté à une «série de défis dont ceux afférents à la digitalisation et au logement (lire également encadré bleu)». Cela étant, l'essentiel était sensiblement ailleurs pour le gouvernement, à savoir de tenir ce «dialogue constructif» justement en vue de trouver des solutions et de redresser, à terme, certains indicateurs relativement «passables».



Photo : archives lq

«La situation globale du pays est bonne, mais il ne faut pas rester sur ses acquis», a estimé Xavier Bettel face aux responsables des syndicats OGBL, LCGB et CGFP et aux représentants du patronat.

Logement, encore et toujours...

Parmi les défis évoqués aussi bien par la Commission européenne que par les partenaires sociaux figure l'incontournable problème du logement. «Que ce soit clair, il n'existe pas de formule magique!», a insisté le Premier ministre, Xavier Bettel. Avant, pour le chef du gouvernement, de (re-)tendre la main aux communes afin de traiter ce problème.

Les immatriculations progressent

Avec 5 621 nouvelles plaques jaunes sur le mois de mars, le marché automobile croît de 4,49 % sur un an.

Après un très bon mois de février, le marché automobile luxembourgeois affiche encore une belle progression en mars avec une croissance de 4,49 % des nouvelles immatriculations, soit 5 621 nouveaux véhicules.

Avec un total de 14 867 nouvelles immatriculations sur les trois premiers mois de l'année, le marché automobile luxembourgeois est même en avance de 3,99 % sur les chiffres de l'année 2018, année du dernier record en termes d'immatriculations avec 52 811 unités sur douze mois.

Au niveau des marques, sans surprise, Volkswagen fait clairement la course en tête avec 751 nouvelles immatriculations rien que sur le mois de mars dernier, alors que Mercedes, à la deuxième position, a écoulé seulement 496 unités.

BMW et ses 417 nouvelles immatriculations est au coude à coude avec les 416 nouvelles immatriculations d'Audi.



Photo : claude lenert

Volkswagen fait clairement la course en tête avec 751 nouvelles immatriculations en mars.

Au premier trimestre, trois marques ont écoulé plus de mille véhicules, à savoir Volkswagen (1 877 nouvelles voitures), Mercedes (1 371 nouvelles voitures) et BMW (1 270 nouvelles voitures).

Depuis deux ans, Volkswagen creuse véritablement l'écart avec les autres marques. En 2016, Volkswagen avait vendu 441 unités de plus que BMW, l'an dernier, 1 541.

Selon la dernière étude de KPMG portant sur l'industrie automobile, notamment au Luxembourg, l'écart se creuse entre les marques françaises et les marques allemandes. Ces dernières, moins populaires que les voitures françaises en 2009, ont réussi à inverser la tendance en dix ans, tant les marques allemandes ont réussi à s'accaparer le marché de la voiture dite «Premium».

Pour autant, une marque comme Peugeot arrive de plus en plus à concurrencer les marques allemandes, notamment Audi. En 2018, cette dernière devançait la marque française de 300 unités, alors qu'en 2016 Audi avait immatriculé 1 734 véhicules de plus que Peugeot.

Jeremy Zabatta